



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



UNIVERSITÉ DE CAEN NORMANDIE

DIRECTION DE LA COMMANDE PUBLIQUE

## CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

### MARCHÉ DE PRESTATION DE SERVICE PASSÉ EN APPEL D'OFFRES OUVERT

### ACCORD CADRE DE MISSIONS DE CONTROLE TECHNIQUE ET DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

**N°2025950ACPI054**



Normandie Université

Campus 1  
Esplanade de la Paix · CS 14032 · 14032 Caen cedex 5  
marches.publics@unicaen.fr  
www.unicaen.fr

## Table des matières

Article 1 - Objet du contrat.....	4
1.1 - Contexte / Allotissement.....	4
1.2 - Définition du besoin à couvrir et description technique.....	4
1.2.1 - Définition du besoin à couvrir.....	4
1.2.2 - Description technique.....	10
1.3 - Prestations annexes.....	10
1.3.1 - Garantie des prestations.....	10
1.3.2 - Maintenance des prestations.....	11
1.4 - Variantes.....	11
Article 2 - Localisation et temporalité.....	11
2.1 - Lieux d'exécution.....	11
2.2 - Date et délai d'exécution et reconduction.....	11
2.2.1 - Date de démarrage.....	11
2.2.2 - Délai d'exécution et prolongation.....	11
2.2.3 - Délais des bons de commande / marchés subséquents.....	12
Article 3 - Dispositions générales du contrat.....	12
3.1 - Type d'accord-cadre.....	12
3.2 - Marché complémentaire / Prestations similaires.....	12
3.2.1 - Marché complémentaire.....	12
3.2.2 - Prestations similaires.....	12
3.3 - Exclusions.....	12
3.4 - Pièces contractuelles.....	13
Article 4 - Confidentialité et mesure de sécurité.....	13
Article 5 - Prix.....	13
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqué.....	13
5.2- Modalités d'actualisation des prix.....	13
5.3- Modalités de révision des prix.....	13
Article 6- La clause limite dite de « sauvegarde » ( <i>que pour les AC sur BPU</i> ).....	14
Article 7- Avance.....	14
Article 8- Modalités de règlement des comptes.....	14
8.1- Acomptes et paiements partiels définitifs.....	14
8.2 - Présentation des demandes de paiement.....	14
8.3 - Délai global de paiement.....	15
8.4 - Paiement des cotraitants et sous-traitants.....	15
Article 9 - Clause environnementale.....	16
Article 10 - Pénalités.....	16
10.1 - Pénalités de retard.....	16
10.2 - Pénalité pour travail dissimulé.....	16
10.3 - Pénalité pour manquement aux obligations contractuelles.....	16

Article 11 - Clause de réexamen .....	16
Article 12 - Circulation des pièces administratives .....	17
Article 13 - Assurances.....	17
Article 14 - Résiliation du contrat.....	17
14.1 - Conditions de résiliation .....	17
14.2 - Arrêt des prestations .....	17
Article 15 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	17
Article 16 - Règlement des litiges et langues .....	18
Article 17 - Dérogations .....	18

## **Article 1 - Objet du contrat**

### **1.1 - Contexte / Allotissement**

Les stipulations du présent cahier des clauses particulières (C.C.P) concernent les missions suivantes pour l'ensemble des sites universitaires de l'Université de Caen Normandie et pour les opérations dont le montant des travaux HT est inférieur à 500 000 € HT :

- Lot 1 : Contrôle technique
- Lot 2 : Coordination Sécurité et Protection de la Santé niveaux 2 et 3

Le présent accord-cadre concernera des phases de conception et de réalisation, au sens de l'article R.4532-1 du Code du travail pour diverses opérations d'investissement, de rénovation, d'entretien des bâtiments et voiries, sur les sites de l'Université de Caen Normandie.

Les opérations ne sont pas connues à ce jour.

Chaque mission de coordination liée au présent accord-cadre fera l'objet d'une demande de devis et d'un bon de commande qui sera attribué au C.T / C.S.P.S retenu.

Les missions seront exécutées indifféremment sur l'ensemble des opérations.

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

### **1.2 - Définition du besoin à couvrir et description technique**

#### **1.2.1 - Définition du besoin à couvrir**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

La présente consultation ne comporte pas de prestations supplémentaires éventuelles.

#### **LOT N°1 : CONTROLE TECHNIQUE**

##### **1.2.1.1 - Missions du contrôleur**

**Mission L** relative à la solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables

**Mission S** relative à la sécurité des personnes dans les constructions

Les éléments de missions complémentaires (liste non exhaustive) :

**Mission LP** relative à la solidité des ouvrages indissociables et dissociables

**Mission LE** relative à la solidité des existants

**Mission STI** relative à la Sécurité incendie des personnes dans les bâtiments relevant du code du travail uniquement

**Mission SEI** relative à la Sécurité incendie des personnes dans les établissements recevant du public

**Mission P1** relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés

**Mission F** relative au fonctionnement des installations

**Mission Ph** relative à l'isolation acoustique des bâtiments autre qu'habitation

**Mission Th** relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie en conformité avec la réglementation thermique en vigueur ou appliquée à l'opération concernée

**Mission Hand** relative à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées.

**Mission E** relative à la solidité des existants

**Mission Av** relative à la stabilité des avoisinants

**Mission Hys** relative à l'hygiène et à la santé dans les bâtiments

**Mission ENV** relative à l'environnement et aux ICPE

**Mission ACCE** attestation de conformité à l'issue des travaux quant au respect des règles

**Mission BBC**

**Mission PV** récolement des procès-verbaux COPREC des installations techniques

**Mission PS** relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de Séisme

**Mission BRD** relative au passage du brancard

**Attestation accessibilité**

### 1.2.1.2 - Descriptions des opérations

- Opération avec une Maîtrise d'œuvre recrutée

Livrables attendus par le contrôleur technique	Phasage éléments de missions
Suivi des études de diagnostic ou d'esquisse et <u>remise d'avis</u> en tant que besoin.	DIAG-ESQ
Suivi des études d'avant-projet et <u>remise d'un rapport préliminaire</u> à leur issue complétant la notice de sécurité établie par le Maître d'œuvre	APS-APD
Suivi des études de projet et <u>remise d'un rapport initial</u> à leur issue. Ce rapport constituera une pièce contractuelle du D.C.E remis aux entreprises	PRO-DCE
<u>Remise d'un avis sur les éventuelles variantes au DCE</u> proposées par les entreprises.	ACT
Suivi de l'exécution des travaux et <u>remise d'avis en tant que besoin</u>	TRAVAUX
<u>Remise d'un pré-rapport final</u> à l'issue des opérations préalables à la réception	OPR
<u>Remise d'un rapport final</u> à l'issue de la remédiation aux avis suspendus ou défavorables.  <u>Vérifications finales</u> : Rapport de fin de contrôle technique (RFCT) et rapport de vérifications réglementaires après travaux pour les ERP du 1er groupe (RVRAT)	FIN

Les délais de remise des documents relatifs aux éléments de missions sont les suivants :

<u>Remise des documents :</u>	<u>Les délais au plus tard</u>
<b>Remise de l'offre de prix/opération</b>	<b>2 jours</b> ouvrables à la réception de la demande de prix
<b>Remise des avis :</b>	<b>10 jours</b> ouvrables après leur sollicitation DIAG-ESQ
<b>Remise du rapport préliminaire</b>	<b>15 jours</b> ouvrables après la réception de l'APS
<b>Remise du rapport initial :</b>	<b>10 jours</b> ouvrables après la réception de l'APD PRO-DCE
<b>Remise d'un avis ACT :</b>	<b>10 jours</b> ouvrables après l'ouverture des plis.

<b>Remise d'un avis TRAVAUX :</b>	<b>10 jours</b> ouvrables jours après réception des documents techniques
<b>Remise d'un pré rapport final PRF :</b>	<b>10 jours</b> ouvrables après finalisation des OPR
<b>Remise du rapport final FIN :</b>	<b>15 jours</b> ouvrables après réception de l'attestation de levée des réserves

- Les phases d'intervention sans maîtrise d'œuvre externe

<b>Livrables attendus par le contrôleur technique</b>	<b>Phasage éléments Missions</b>
analyse des études de projet et <b>remise d'un rapport initial</b> . Ce rapport constituera une pièce contractuelle du D.C.E remis aux entreprises	PRO-DCE
<b>Remise d'un avis sur les éventuelles variantes au DCE</b> proposées par les entreprises.	ACT
<b>Remise d'avis</b> pendant la phase (2 avis/opération en chiffrage de base)	TRAVAUX
<b>Remise d'un rapport final</b> à l'issue de la remédiation aux avis suspendus ou défavorables.	OPR/FIN

Les délais de remise des documents relatifs aux éléments de missions sont les suivants :

<u><b>Remise des documents :</b></u>	<u><b>Les délais au plus tard</b></u>
<b>Remise de l'offre de prix/opération</b>	<b>2 jours</b> ouvrables à réception du formulaire de demande de prix
<b>Remise du rapport initial</b>	<b>10 jours</b> ouvrables après une sollicitation en phase conception
<b>Remise d'un avis ACT</b>	<b>3 jours</b> ouvrables après l'ouverture des plis et documents techniques
<b>Remise d'un avis en phase TRAVAUX</b>	<b>2 jours</b> ouvrables à partir de la date de réception de la demande
<b>Remise du rapport final OPR/FIN :</b>	<b>15 jours</b> ouvrables après réception de l'attestation de levée des réserves

Une attention particulière est demandée aux candidats du présent marché sur l'obligation contractuelle que revêt le respect des délais cités ci-dessus. Un non-respect de ces délais entraînera dans un 1<sup>er</sup> temps l'application des pénalités de retard prévues au présent marché et dans un 2<sup>ème</sup> temps, la non-reconduction du marché selon les termes prévus à l'article 2.4.

- Vérification ponctuelle (RFCT - RVRAT) sur un ouvrage exécuté

L'Université de Caen Normandie peut demander de façon ponctuelle une intervention pour une vérification technique sur un ouvrage exécuté.

La remise du rapport de la vérification technique sera de 8 jours ouvrables après la visite.

Vérifications techniques à la demande : Rapport de fin de contrôle technique (RFCT) et rapport de vérifications réglementaires après travaux pour les ERP du 1er groupe (RVRAT) et vérification initiale.

### **1.2.1.3 - Phases d'intervention du contrôleur technique**

Dès la notification de l'accord-cadre, le contrôleur technique désigne le référent qualifié pour signer les avis prévus aux articles du chapitre III du C.C.T.G. au cours de l'exécution du marché. Le changement de responsable technique qualifié devra être notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur, conformément aux dispositions de l'article 3.4.1 du C.C.A.G.-FCS

Le pouvoir adjudicateur prendra les dispositions nécessaires pour informer, dès l'origine, les maîtres d'œuvre, entreprises, bureaux d'études, et, d'une manière générale, tous les intervenants à la construction, de l'existence du présent contrat, lui donner copie du permis de construire et tout document nécessaire à ses missions.

Chaque bon de commande précisera la liste exacte des missions confiées au contrôleur technique. Le contrôle technique peut s'exercer, suivant la nature de la mission et le choix du maître de l'ouvrage.

## **LOT N°2 : COORDINATION SECURITE ST PROTECTION SANTE (SPS)**

### **1.2.1.4 - Modalités d'exécution de la mission du Coordinateur Sécurité et Protection de la santé CSPS**

Le titulaire exerce sa mission en vertu des textes régissant les prestations objet du présent marché et dans le respect des règles de l'art.

### **1.2.1.5 - Description de chaque mission du contrôle CSPS**

En fonction des opérations, le maître d'ouvrage indiquera aux CSPS si celle-ci est de niveau 2 et 3. Le coordinateur apportera une collaboration active au bon avancement de l'opération dès sa conception, et s'attachera, en partenariat avec les différents intervenants, à y faire intégrer tous les éléments permettant de garantir la sécurité lors de la réalisation de l'ouvrage ou des interventions ultérieures sur celui-ci, ainsi que leur facilité.

### **1.2.1.6 – Détail des missions**

Une phase conception :

- Visite du site
- Analyse projet / réunion MOE
- Elaboration PGCS
- Elaboration CISSCT
- Ouverture et tenue registre journal
- Elaboration du DIUO

Une phase réalisation :

- Visites communes
- Tenue registre journal
- Suivi des travaux
- Réunions trimestrielles CISSCT
- Visites inopinées
- Finalisation du DIUO
- Remise du DIUO
- Visites commission de sécurité, le cas échéant

### 1.2.1.7 - Les délais d'intervention

<b><u>Remise des documents :</u></b>	<b><u>Les délais au plus tard</u></b>
<b>Remise de l'offre de prix/opération</b>	<b>2 jours</b> ouvrables à la réception de la demande de prix
<b>Remise d'un avis</b>	<b>10 jours</b> ouvrables après la remise de l'APS par le MOE
<b>Remise du PGCS</b>	<b>15 jours</b> à la demande MOE dans le cadre de l'élaboration de DCE avant la remise du DCE par le MOE
<b>Suivi du registre du journal</b>	<b>Tenue hebdomadaire</b>
<b>Remise du DIUO</b>	<b>20 jours</b> ouvrables après la réception des DOE

Chaque bon de commande précisera la liste exacte des missions confiées au coordonnateur.

Une attention particulière est demandée aux candidats du présent marché sur l'obligation contractuelle que revêt le respect des délais cités ci-dessus.

Un non-respect de ces délais entraînera dans un 1<sup>er</sup> temps l'application des pénalités de retard prévues au présent marché et dans un 2<sup>ème</sup> temps, la non-reconduction du marché selon les termes prévus à l'article 2.2.2.

### 1.2.1.8 - Les conditions d'exécution des missions

Le coordonnateur doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous les moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

Il est fait mention de ces violations dans le Registre-journal de la Coordination (R.J.C.). Cette information doit être confirmée par écrit. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement ...), le coordonnateur doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts est consignée au Registre-journal de la Coordination. Les reprises décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur, sont également consignées dans le Registre-journal de la Coordination. Tout différend entre le coordonnateur et l'un des intervenants de l'opération est soumis au Maître d'Ouvrage.

### 1.2.1.9 - Moyens donnés au coordinateur sécurité

#### A - Libre accès

Le CSPS a libre accès :

- Au chantier en respectant les principes de sécurité
- Au bureau de chantier et au matériel mise à disposition du maître d'œuvre le cas échéant.

#### B - Obligations du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage communique au coordonnateur :

- avant de les approuver, tous les documents d'étude relatifs aux « Elément Avant-Projet » et « Elément Projet » ;
- le nom du ou des éventuels chefs d'établissement dont les activités interfèrent avec le chantier ;



- au fur et à mesure de leurs désignations, les noms et missions des intervenants mentionnés à l'article 1 du présent document ainsi que des entrepreneurs et de leurs sous-traitants éventuels. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- la liste, tenue à jour, des personnes qu'il a autorisées à accéder au chantier.

Le maître d'ouvrage remet au coordonnateur, avant le commencement de sa mission, un exemplaire du ou des Dossiers d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (D.I.U.O.) existants. Le maître d'ouvrage informe le coordonnateur des réunions qu'il organise auxquelles ce dernier est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Il est destinataire des comptes rendus de ces réunions.

#### C - Dispositions prises par le Maître d'Ouvrage

Le maître d'ouvrage prend toutes dispositions pour faire communiquer au coordonnateur :

- avant de les approuver, tous les documents d'étude relatifs aux « Elément Avant-Projet » et « Elément Projet » ;
- l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- tous les documents d'exécution des ouvrages ;
- les calendriers de l'exécution de l'ensemble des travaux, y compris les travaux de levées de réserves ;
- l'ensemble des documents et ordres de services relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la copie des déclarations d'accidents de travail ;
- par les différents cocontractants du maître d'ouvrage, la liste, tenue à jour, des personnes qu'ils autorisent à accéder au chantier ;
- par les différents titulaires des contrats de travaux qu'il a conclus, les effectifs prévisionnels affectés au chantier.

Le maître d'ouvrage prend également toutes mesures pour que soit informé le coordonnateur :

- de toutes les réunions organisées par le maître d'œuvre ou le responsable de l'Ordonnancement-Coordination-Pilotage du Chantier (O.P.C.) auxquelles il est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Il est destinataire des comptes rendus de ces réunions ;
- de l'intervention de toute entreprise au titre de la « garantie de parfait achèvement » prévue par l'article 44.1 du C.C.A.G.-Travaux.

Il prend également toutes dispositions pour que le coordonnateur puisse se faire communiquer tous autres documents et informations, nécessaires au bon déroulement de sa mission, par les différents intervenants concernés (entreprises, maître d'œuvre, bureau de contrôle technique ...) et en particulier :

- les mesures d'organisation générales du chantier envisagées par le maître d'œuvre en vue de leur intégration dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- par les entreprises, tout document qu'il juge utile pour examiner les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs.

La personne physique désignée par le titulaire pour exercer la mission de coordination en matière de S.P.S. doit, en permanence pendant toute la durée du marché, posséder l'attestation requise par l'article R.4532-31 du Code du travail sous peine de résiliation immédiate du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché, la même personne physique comme coordonnateur. Le titulaire ne peut remplacer la personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci, qui n'est pas du fait du titulaire. Si un suppléant n'a pas été désigné

à l'acte d'engagement par le titulaire du marché, la nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit être acceptée par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-FCS, le titulaire propose au maître d'ouvrage une nouvelle personne physique dans un délai de 7 jours à compter de la date d'envoi de l'avis prévu au premier alinéa de l'article 3.4.1 du CCAG-FCS.

Cette demande sera accompagnée de l'attestation de compétence de la nouvelle personne physique ;  
- le maître d'ouvrage dispose d'un délai de 4 jours pour agréer le nouveau coordonnateur.

L'accord du maître d'ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique doit être impérativement formalisé par une décision écrite du pouvoir adjudicateur. - si le maître d'ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus pour lui proposer une autre personne physique.

A défaut ou si le maître d'ouvrage récusé également ce remplaçant, la résiliation du marché est prononcée dans les conditions des articles 38 à 45 du CCAG-FCS. Le coordonnateur, ou à défaut le titulaire, assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigé ou reçus, à tout nouveau coordonnateur désigné pour le remplacer ou lui succéder, ou à défaut au maître d'ouvrage. Il établit pour cela un procès-verbal dans un délai à compter de la demande du maître d'ouvrage. Le nouveau coordonnateur accuse réception de l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs.

Dès que le programme d'exécution des travaux est établi, le coordonnateur remet au maître d'ouvrage son programme prévisionnel d'intervention sur le chantier. En tout état de cause, il participe à toutes les réunions, en particulier de chantier, nécessaires à la bonne exécution de sa mission. A la fin de chaque mois, il remet au maître d'ouvrage un compte rendu d'avancement de l'exécution de sa mission.

Dès l'ouverture du chantier ou à la signature du marché (R. 4532-11 à 16 du Code du travail) un exemplaire du Registre Journal de la Coordination et du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé sont consultables. La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant.

### 1.2.2 - Description technique

L'accord-cadre est décomposé comme suit :

Lot	Description du lot	Code CPV	Désignation du code CPV	Montant minimum en € HT	Montant maximum en € HT
1	Contrôle technique	71631300	Services de contrôle technique de bâtiments	Sans	150 000 €
2	Coordination SPS	71317210	Services de conseil en matière de santé et de sécurité.	Sans	100 000 €

## 1.3 - Prestations annexes

### 1.3.1 - Garantie des prestations

Les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an, selon l'article 30 du CCAG-PI. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

### **1.3.2 - Maintenance des prestations**

Sans objet

### **1.4 - Variantes**

L'université laisse la possibilité aux candidats de présenter des variantes à l'offre de base en indiquant clairement dans leur offre qu'il s'agit d'une proposition de variante. Pour présenter une variante, le candidat doit obligatoirement avoir proposé une offre de base conforme aux exigences du présent DCE. Les variantes doivent respecter les exigences techniques minimales indiquées au DCE.

Le nombre maximum de variantes pouvant être présentées est limité à deux.

Elles doivent conduire à des propositions techniques ou financières équivalentes ou plus performantes ou encore aboutir à une amélioration de l'offre en matière de responsabilité environnementale ou sociale.

## **Article 2 - Localisation et temporalité**

### **2.1 - Lieux d'exécution**

Les sites de l'Université de Caen Normandie dont la liste est disponible sous ce lien :<https://www.unicaen.fr/universite/decouvrir/territoire/>

### **2.2 - Date et délai d'exécution et reconduction**

#### **2.2.1 - Date de démarrage**

Le présent accord-cadre débute le **05 janvier 2026** ou à sa notification si celle-ci est postérieure.

#### **2.2.2 - Délai d'exécution et prolongation**

L'accord-cadre est notifié pour une période initiale d'un an.

L'accord-cadre peut être reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues est 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Toutefois, il peut prendre fin avant ce délai dès que son montant maximum est atteint.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

### **2.2.3 – Délais des bons de commande / marchés subséquents**

Des marchés subséquents pourront être émis jusqu'au dernier jour de l'accord-cadre. Leurs effets perdureront jusqu'à livraison des fournitures et/ou réalisation des prestations commandées. Cette durée ne peut dépasser 1 an.

## **Article 3 - Dispositions générales du contrat**

### **3.1 - Type d'accord-cadre**

Cet accord-cadre mono-attributaire est passé en application de l'article R2162-4 du code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande sur BPU ou devis au fur et à mesure des besoins.

Les devis seront obligatoirement remis suivant le modèle UNICAEN de demande de devis.

### **3.2 - Marché complémentaire / Prestations similaires**

#### **3.2.1 - Marché complémentaire**

Sans objet

#### **3.2.2 - Prestations similaires**

Un nouvel accord-cadre sans publicité ni mise en concurrence pour la réalisation des prestations similaires pourra être confié au titulaire du présent marché en application de l'article R2122-7 du code de la commande publique.

Ce nouvel accord-cadre devra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

### **3.3 - Exclusions**

L'université se réserve le droit de réaliser des commandes en dehors du présent accord-cadre lorsqu'aucun consommable ne sera proposé par les titulaires d'un lot ou lorsque seules des propositions inadaptées seront proposées.

Une proposition est inadaptée si elle ne répond pas ou partiellement au besoin exprimé ou si ses conditions de réalisation (délais et tarif notamment) sont manifestement excessives en comparaison de propositions d'un opérateur économique non retenu au présent contrat.

Sont exclus du présent lot les missions pour les opérations dont le montant estimé des travaux est supérieur à 500 000 € HT.

### 3.4 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-PI, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales – PI approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310613>)
- Le CCTP et ses annexes
- L'offre technique et financière du candidat
- Le modèle UNICAEN de demande de devis
- Les pièces modificatives ultérieures (Avenants, acte de sous-traitance, DC4)

### Article 4 - Confidentialité et mesure de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG. Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

### Article 5 - Prix

#### 5.1 - Caractéristiques des prix pratiqué

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, y compris les frais de port, d'installation ou de formation.

Les prix sont unitaires selon le BPU.

#### 5.2- Modalités d'actualisation des prix

Les prix sont fermes, et non actualisables.

#### 5.3- Modalités de révision des prix

Les prix sont révisables.

Le titulaire peut demander une révision de son BPU 2 mois avant la date anniversaire du début de contrat.

Si la révision est demandée, elle sera effectuée par l'application d'un coefficient Cn donné par la formule de variation suivante :

$$Cn = 0.125 + 0.875 * (In/Io)$$

Où Io et In sont les valeurs prises dans l'index de référence **ING**, respectivement au « mois zéro » et au mois n, mois de réalisation des prestations.

La mois « zéro » est le mois de remise des offres finales.

Les valeurs des index sont publiées auprès des organismes suivants : INSEE, le Moniteur.

Pour la mise en œuvre de la clause de variation des prix, la valeur finale de l'index de référence est appréciée au plus tard à la date d'achèvement contractuelle de réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

#### **Article 6- La clause limite dite de « sauvegarde »**

**La clause limitative dite "de sauvegarde" s'applique** : le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 2% l'an.

#### **Article 7- Avance**

Conformément à l'option B de l'article 11.1 du CCAG-PI, une avance de 5 % est accordée au titulaire lorsque le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, dans les conditions des articles R-2191-3 et suivants du code de la commande publique.

**Nota** : *Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché.*

#### **Article 8- Modalités de règlement des comptes**

##### **8.1- Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11.2 du CCAG PI : lorsque le marché fixe uniquement la périodicité des acomptes, le montant de chacun d'eux est déterminé par l'acheteur, sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant produit par le titulaire. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement.

Les demandes de paiement sont à adresser à l'issue de chaque phase validée.

##### **8.2 - Présentation des demandes de paiement**

Les demandes de paiement comportent les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché et du lot si alloti ;
- le numéro du bon de commande ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- Le montant des prestations exécutées, hors TVA ;

- Les montants et taux de TVA légalement applicables ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- la date de facturation.

Les demandes de paiement devront parvenir dans les conditions suivantes :

**Transmission des factures via le portail Chorus pro :**

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

SIRET UNIQUE : 191 414 085 00016

CODE SERVICE UNIQUE : SFACT

Numéro d'engagement obligatoire : Format du numéro 45xxxxxxxx

**NB :**

*1) En cas de non-conformité de la facture aux éléments susmentionnés, le titulaire en sera informé et sa facture sera rejetée sur le portail CHORUS PRO.*

*2) En cas de non-respect de la stricte reprise sur la facture des prix issus du BPU, la facture sera également rejetée*

*Cette information vaudra suspension du délai global de paiement jusqu'à réception d'une facture conforme.*

*La réalisation de CHORUS PORTAIL PRO est confiée à l'Agence pour l'Information Financière de l'Etat (AIFE). Les fournisseurs peuvent obtenir toute information utile auprès de l'AIFE :*

- Site AIFE : <https://aife.economie.gouv.fr/nos-applications/chorus-pro/>
- Courriel AIFE : [ccp2017.aife@finances.gouv.fr](mailto:ccp2017.aife@finances.gouv.fr)

### **8.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement ou de la date d'exécution des prestations si elle est postérieure.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans aucune formalité pour le titulaire du marché le bénéfice d'intérêts moratoires conformément aux articles R2192-31 et suivants du code de la commande publique.

### **8.4 - Paiement des cotraitants et sous-traitants**

En cas de cotraitance :

Le mandataire dépose les factures des cotraitants via le portail Chorus Pro. A défaut, le mandataire devra valider les factures déposées pour les cotraitants via ce portail.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Par dérogation à l'article 12.1.3 du CCAG-PI, chaque cotraitant est habilité à transmettre ses demandes de paiement visées par le mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

#### En cas de sous-traitance :

Le paiement des sous-traitants s'effectue conformément aux articles R2193-10 à 16 du code de la commande publique via le portail Chorus pro.

### **Article 9 - Clause environnementale**

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés, conformément à l'article 21.1 du CCAG PI disposant que la planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe. Le titulaire privilégie le transport groupé des marchandises objets du marché afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

### **Article 10 - Pénalités**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer ou non les pénalités ci-dessous.

#### **10.1 - Pénalités de retard**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, ou en cas de retard dans la remise de documents, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 100 €.

Par dérogation aux stipulations de l'article 14 du CCAG-PI, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000,00 € pour l'ensemble du marché.

#### **10.2 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 150,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

#### **10.3 - Pénalité pour manquement aux obligations contractuelles**

Les manquements du titulaire à ses obligations contractuelles peuvent donner lieu à pénalités. Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

En cas d'absence à une réunion, le titulaire encourt l'application d'une pénalité de 100 € par réunion.

### **Article 11 - Clause de réexamen**

Les parties pourront, notamment par voie d'avenant, modifier le marché dans les conditions de l'article R2194-1 du code de la commande publique. Elles pourront plus particulièrement se rencontrer, à la demande expresse de l'une d'entre elles, afin d'examiner la possibilité de faire évoluer certaines dispositions du marché, dont celles relatives aux conditions d'exécution de la prestation, d'ajout ou de



retrait de prestation, ou à leur durée et ce quel qu'en soit le montant (y compris, s'agissant des accords-cadres, le montant maximum).

Ces évolutions, ne devront pas conduire à modifier substantiellement les conditions économiques du marché.

## **Article 12 - Circulation des pièces administratives**

Concernant la circulation des pièces administratives :

- 1- Toute modification visant à l'élaboration d'un avenant est adressée à l'acheteur qui les validera et les transmettra à la Direction de la Commande Publique de l'Université de Caen Normandie.
- 2- Le titulaire du marché doit signaler à la Direction de la Commande Publique tout changement d'adresse, de Siret ou de RIB en cours de marché.
- 3- Tous les documents techniques demandés en cours de marché (notices, modes d'emploi, échantillons, etc.) seront adressés à l'acheteur.
- 4- En cas de cession de créance, celles-ci doivent être adressées à l'agent comptable de l'Université après obtention de l'exemplaire unique auprès de la Direction de la Commande Publique.
- 5- En cas d'affacturage, les pièces administratives doivent être transmises à l'agence comptable.

## **Article 13 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## **Article 14 - Résiliation du contrat**

### **14.1 - Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 36 à 42 du CCAG-PI.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

### **14.2 - Arrêt des prestations**

Les conditions d'arrêt de l'exécution des prestations sont définies à l'article 22 du CCAG-PI.

En cas de décision d'arrêter l'exécution des prestations, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

Cette disposition s'applique à l'exécution d'un bon de commande, qui pourra être arrêtée à l'issue de chacune des prestations distinctes commandées.

## **Article 15 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en

application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **Article 16 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Caen est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **Article 17 - Dérogations**

L'article 1.2.1.9 du présent CCP déroge à l'article 3.4.1 du CCAG-PI

L'article 3.4 du présent CCP déroge à l'article 4 du CCAG-PI

L'article 8.4 du présent CCP déroge à l'article 12.1.3 du CCAG-PI

L'article 10.1 du présent CCP déroge à l'article 14.1 du CCAG-PI